

Iran : accalmie au dessus du volcan

Au vu des élections législatives iraniennes, on sera tenté de dire « plus ça change et plus c'est la même chose ». Ayant pris soin d'écarter un certain nombre de candidats réformistes, les conservateurs se maintiennent au pouvoir. Imperturbable, Téhéran semble ne pas tenir compte des sanctions des trois résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et poursuit ses activités d'enrichissement d'uranium. Le prix du pétrole continue de grimper, mais sans bénéficier le moins du monde à l'économie iranienne, en raison de la gestion lamentable de cette énorme manne.

Or, ces faibles rides à la surface de l'eau ne révèlent pas l'ampleur des mouvements de fond. Songeons à la situation, il y a un an.

Les risques de guerre s'accumulaient. En février 2007, le vice-président Cheney, à bord d'un destroyer de l'US Navy, annonçait que toutes les options étaient sur la table....Le président Bush ne cessait de désigner l'Iran comme la menace principale pour la sécurité du monde et annonçait une possible nouvelle guerre mondiale. De son côté, le président Ahmadinejad s'affairait à organiser conférences internationales et expositions « didactiques » pour nier l'extermination des Juifs par l'Etat nazi.

Or trois facteurs ont infléchi, en profondeur, la situation

Le NIE (National Intelligence Estimate, Evaluation nationale de renseignement) publié en décembre 2007 par l'ensemble des services de renseignement des Etats-Unis déclare qu'à la fin de 2003 l'Iran a cessé toute activité clandestine liée au développement d'un programme nucléaire militaire. Dans ce domaine l'Iran ne semble pas pouvoir disposer de capacités militaires avant 2013 environ. L'action immédiate n'est donc plus justifiée. Le changement de régime cesse de constituer une option si tant qu'elle en ait jamais été une. Du temps est donné à la diplomatie. Cependant, le danger persiste, fait de provocations verbales et de risques d'escalade militaire dans la zone d'Ormuz.

Quant aux efforts pour trouver les voies du dialogue, pour nombreux qu'ils soient, ils restent quasi discrets. Le public n'entend donc que les rodomontades, les provocations. Il n'a pas davantage connaissance de l'activité très technique de l'AIEA.

L'action de l'AIEA

Méticuleuse, systématique, peu médiatique, l'action de vérification et de contrôle de l'Agence se poursuit. Tous les trois mois, elle produit un rapport minutieux fondé sur des questions très précises plaçant l'Iran en situation d'avoir à dire toute la vérité, rien que la vérité.

Flegmatique et têtu, El Baradei s'est forgé une image de commissaire Maigret du nucléaire. Avec rigueur, il joue avec le temps et impose des échéances, conformes au mandat du Conseil de Sécurité.

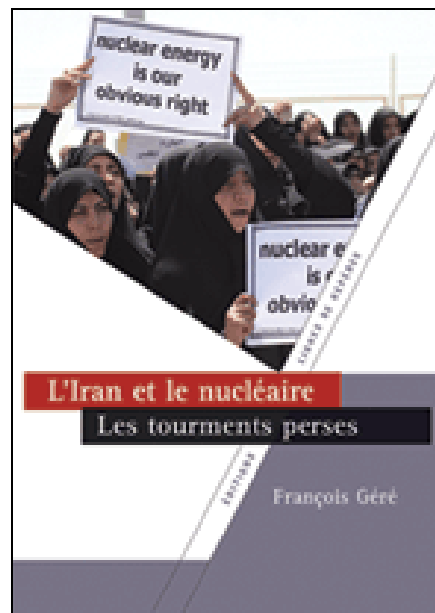
Il a aussi le sens culturel, absolument essentiel, du respect de la personnalité de l'autre afin que personne, en l'affaire, ne perde la face. L'Agence n'est pas seulement un rouage bureaucratique de contrôle policier, c'est aussi un instrument de diplomatie qui, pour aboutir sans transiger, tient compte de la personnalité politique éminemment complexe de l'Iran.

Les turbulences politiques de l'Iran

La victoire des conservateurs n'a rien d'évident. Car ce camp est désormais fortement fracturé. Sous la bannière du président Ahmadinejad, les ultras, guidés par une idéologie

sectaire, elle-même contestée par nombre d'autorités religieuses, incapables d'une politique économique efficace, s'opposent ouvertement à des conservateurs modérés et pragmatiques. Ces derniers disposent d'un puissant soutien religieux comme en témoigne le succès de Monsieur Larijani, ancien chef de la négociation nucléaire avec l'Union européenne, à Qom, la ville sainte. Ceux-ci sont susceptibles de passer alliance avec les réformateurs libéraux afin d'engager une politique de réformes économiques et sociales. Ils veulent aussi infléchir la diplomatie à l'égard des Occidentaux, en tenant compte des pressions discrètes mais fermes de la Russie et de la Chine, visant à fermer la voie du nucléaire militaire. Certes le droit d'accès à l'industrie nucléaire civile fait l'unanimité. Son principe n'est pas négociable. Mais ces divergences présagent d'une année de turbulences politiques jusqu'aux présidentielles de mai 2009. Une nouvelle administration américaine aura à tenir compte de cette évolution. Les calendriers se rapprochent. Sur fond de crise économique occidentale, de flambée des prix du pétrole et de fragmentation croissante de l'Irak.....

François Géré, mars 2008.



<http://www.lignes-de-reperes.com/catalogue/iran.htm>